

L'innovation est vitale pour la prospérité de l'Ontario



Investissements
gouvernementaux
en recherche
scientifique
page 6



Centres
d'excellence
pages 8 et 9



MOST en donne
plus pour moins
page 10



Ouverte aux
affaires : Oakville
page 14

« Nous vivons dans un monde où la capacité de formuler et de commercialiser de nouvelles idées constitue le facteur déterminant de la réussite économique. »

Ainsi, le docteur John Evans, président du conseil d'administration de la Fondation canadienne pour l'innovation (voir *Entretien avec un innovateur* à la page 16) résume clairement l'importance de l'innovation en quelques mots. De nos jours, l'économie mondiale concurrentielle récompense l'innovation comme jamais sous forme de nouveaux investissements, d'emplois et de richesse. Tandis que la mondialisation s'accélère, l'Ontario ne peut maintenir et augmenter son niveau élevé de prospérité qu'au prix d'une innovation accrue dans tous les secteurs économiques.

Les chefs de file de l'économie canadienne ont mis de l'avant une stratégie d'innovation à l'occasion d'une conférence fédérale-provinciale-territoriale tenue à Vancouver en juin. Jim Flaherty, ministre ontarien de l'Entreprise, des Débouchés et de l'Innovation, y assistait.

« Tous les participants ont convenu que pour réaliser leurs objectifs communs, tous les gouvernements doivent travailler ensemble, a déclaré M. Flaherty. Ils doivent également collaborer avec le secteur privé, les collèges, les universités, ainsi que les établissements de recherche publics et privés. »

Cette démarche est déjà bien amorcée en Ontario, dont le budget 2002 accorde plus de 750 millions de dollars sur cinq ans aux initiatives scientifiques et technologiques. Depuis 1997, la province s'est engagée à consacrer deux milliards de dollars à



suite à la page 7



Ontario

Un sommet souligne l'importance d'une culture d'innovation



Roger Martin
et l'honorable
Jim Flaherty au
sommet Ontario's
Innovation
Challenge.

L'innovation est la clé de la prospérité dans la nouvelle économie. Voilà le message qui a été livré en termes clairs à l'occasion du premier sommet ontarien sur l'innovation tenu à Toronto le 5 novembre.

Intitulé « Ontario's Innovation Challenge », ce sommet offrait aux dirigeants d'entreprise, aux représentants du secteur de l'éducation et aux délégués gouvernementaux de l'Ontario et d'ailleurs la possibilité d'échanger des idées sur les façons d'assurer la compétitivité de la province grâce à l'innovation.

« Nous faisons face à de plus en plus de concurrence internationale en ce qui a trait à la création d'un climat économique qui attire les entreprises et les travailleurs compétents », affirme Gordon Nixon, président et chef de la direction de RBC Groupe financier et coprésident du sommet.

« L'Ontario jouit d'une excellente réputation sur le plan de la création d'entreprises et de la promotion de leur développement. Cependant, afin qu'elles puissent faire concurrence sur la scène internationale, nous devons favoriser leur croissance en les aidant à susciter davantage d'investissements en capital de risque, à améliorer leurs relations avec les établissements de recherche et de développement, à attirer les travailleurs les plus compétents et les plus brillants et à éliminer tous les autres obstacles. »

D'ailleurs, le premier rapport annuel que le Groupe d'étude sur la compétitivité, la productivité et les progrès économiques a déposé lors du sommet portait sur le défi que l'Ontario doit relever au sein de la nouvelle économie.

Le Groupe d'étude, dirigé par Roger Martin, doyen de l'école de gestion Rotman de l'Université de Toronto, est un groupe indépendant formé de représentants éminents des secteurs privé et universitaire nommés par le premier ministre. Au cours de la dernière année, il a mesuré le rendement économique de l'Ontario comparativement à celui d'autres provinces et États américains et a révélé que, bien que la province soit l'une des régions économiques les plus évoluées au monde, elle accuse un retard par rapport au groupe d'États performants dont elle fait partie.

Parmi les 16 États américains et provinces canadiennes examinés, l'Ontario s'est classé en 14^e position au chapitre du produit intérieur brut par habitant, le principal indicateur de prospérité. M. Martin et son groupe d'étude sont optimistes et croient que les Ontariens peuvent combler l'écart actuel s'ils s'y appliquent. Ce groupe propose d'améliorer le classement de l'Ontario d'un rang tous les deux ans et formule quatre recommandations importantes qui pourraient servir de point de départ à cette démarche.

Il recommande en premier lieu que les Ontariens augmentent leurs attentes quant au rendement et aux progrès économiques de la province. Le rapport demande aux gens d'accroître leurs compétences et leurs capacités, aux entreprises de faire concurrence à l'échelle mondiale, et non seulement locale ou régionale, et à tous les ordres de gouvernement de créer un climat propice à l'innovation.

Le rapport recommande ensuite d'investir davantage dans l'enseignement postsecondaire afin de former des diplômés qualifiés pour la nouvelle économie.

En troisième lieu, le rapport propose une restructuration du régime fiscal afin d'encourager l'entrepreneuriat et l'innovation nécessaires à l'accroissement de la production et du rendement.

La dernière recommandation incite tous les ordres de gouvernement à trouver des façons de renforcer les villes ontariennes. « Nous sommes toujours étonnés par le pouvoir qu'exercent les villes sur l'augmentation de la productivité et de la prospérité de tous les Ontariens, a déclaré M. Martin, qui soulignait que les villes dynamiques attirent le talent et favorisent la créativité.

Le groupe d'étude a également présenté son programme de recherche pour l'année à venir. Celui-ci sera axé sur l'examen d'autres initiatives visant à accroître la prospérité et le niveau de vie dans toute la province.

L'ORION

visé à maintenir l'Ontario à l'avant-garde

La première phase de mise en place du Réseau optique de recherche et d'innovation de l'Ontario (ORION) devant être parachevée le 30 janvier 2003, le milieu provincial de la recherche devient de plus en plus enthousiaste.

Lorsqu'il fonctionnera à plein régime au printemps 2003, le réseau haute vitesse de 3 700 km permettra aux chercheurs, aux pédagogues et aux scientifiques des quatre coins de la province de travailler ensemble — et avec leurs collègues du monde entier — à la réalisation de projets de recherche et développement avancés et à l'élaboration de nouveaux outils de recherche et de nouvelles technologies.



« L'ORION reliera les chercheurs travaillant pour les 43 établissements d'enseignement postsecondaire et les quelque 50 établissements et organismes privés de recherche de l'Ontario, ce qui en fera l'un des plus grands réseaux optiques de recherche de pointe au monde, affirme Phil Baker, président du consortium ORION. Le consortium représente les réseaux de pointe régionaux de l'Ontario et est associé à Bell Canada, Hydro One Telecom, Nortel Networks et Cisco Systems. »

L'ORION a pour objectif final d'accroître les capacités de l'Ontario en matière de recherche et développement et d'améliorer

la renommée de la province sur le plan de l'innovation scientifique et technologique.

L'ORION repose sur une nouvelle technologie qui augmente le pouvoir de transmission d'information des fibres optiques individuelles. C'est cette capacité accrue et cette très haute vitesse qui rendront possible la recherche participative et fourniront un « banc d'essai virtuel » en vue de la mise au point de nouvelles applications et de nouveaux services.

Mike Bauer, directeur des recherches de SHARCNET, fait partie des chercheurs qui ont hâte de voir le nouveau réseau entrer en service. SHARCNET est un consortium d'universités ontariennes qui élaborent un réseau de grappes informatiques à haute performance, à commencer par l'Université Western Ontario, l'Université McMaster et l'Université de Guelph.

« Nous sommes très enthousiastes à l'égard de l'ORION », déclare M. Bauer.

SHARCNET espère que l'ORION permettra à de multiples grappes informatiques à haute performance de s'attaquer simultanément à un problème de calcul, ce qui donnerait aux chercheurs de pointe l'accès à un « superordinateur » virtuel, créerait de nouvelles possibilités de recherche et accélérerait la production de leurs résultats.

« Nous désirons bâtir un réseau de grappes, le mettre à l'essai et l'évaluer grâce à l'ORION, explique-t-il. Ce faisant, nous espérons faciliter l'élaboration de nouveaux outils qui aideront l'Ontario à demeurer à l'avant-garde dans les secteurs vitaux des sciences, du génie et des affaires. »

Voilà un sentiment que partagent d'autres chercheurs, l'entreprise privée et le gouvernement.

Les gens ont toujours eu des idées innovatrices. La roue. L'avion. Le stimulateur cardiaque. Toutes ces inventions sont nées d'une simple question, « Qu'est-ce que cela donnerait si ... ? ». En ce XXI^e siècle, époque d'évolution rapide, la capacité de poser la question, de proposer une idée et de commercialiser un produit est essentielle à la compétitivité mondiale, à la croissance économique et à la réussite.

En Ontario, l'instauration d'une culture d'innovation constitue une priorité gouvernementale. Nous savons que notre future prospérité et notre qualité de vie dépendent de notre capacité de trouver de nouvelles idées et de les mettre en pratique dans tous les secteurs. En réduisant les impôts, en améliorant le système d'éducation et de formation et en appuyant la recherche et le développement, nous avons réalisé des progrès considérables en ce sens. Dans le présent numéro du *Cahier des affaires de l'Ontario*, nous examinons les programmes gouvernementaux qui favorisent l'innovation et présentons quelques-unes des personnes, des idées et des entreprises les plus innovatrices de l'Ontario.

Nous savons tous que l'innovation a besoin d'un milieu favorable et que ses grandes réussites sont attribuables à la concertation. Voilà pourquoi notre gouvernement s'est résolument engagé dans la promotion de l'excellence en recherche et des partenariats d'affaires entre l'État et le secteur privé, les universités, les collèges, les hôpitaux et les établissements de recherche. Le Fonds ontarien d'encouragement à la recherche-développement de 750 millions de dollars et le Fonds ontarien pour l'innovation d'un milliard de dollars ont facilité le lancement de centaines de projets audacieux. Les six centres d'excellence de l'Ontario en ont aidé des centaines d'autres à passer du laboratoire au marché.

Notre gouvernement s'emploie tout aussi fort à trouver des façons de rendre nos grappes économiques et industrielles plus innovatrices et productives. Roger Martin, président du Groupe d'étude sur la compétitivité, la productivité et les progrès économiques, a indiqué que bien que les industries de la province soient très vigoureuses et diversifiées, les recherches révèlent que l'Ontario n'atteint pas les niveaux de productivité et de rentabilité que cette solide plate-forme devrait lui assurer. En novembre, notre gouvernement a tenu le premier Ontario's Challenge on Innovation, un sommet conçu pour aider ces grappes industrielles à accroître leur productivité. Des centaines de personnes se sont réunies pour écouter de grands spécialistes et apprendre des pratiques exemplaires auprès de représentants des secteurs les plus performants au monde.

Notre gouvernement compte faire de l'Ontario un chef de file en recherche et développement et l'une des régions les plus innovatrices du globe. Nous considérons que nos investissements et nos programmes d'action sont essentiels à la croissance et à la prospérité futures de l'Ontario, ainsi qu'à la création d'emplois.

Le ministre de l'Entreprise, des Débouchés et de l'Innovation,
Jim Flaherty





Les entreprises ontariennes sont en tête sur la scène nationale

L'Ontario a consolidé sa position de chef de file dans le domaine de la recherche au Canada au cours de l'exercice financier de 2001. En effet, les entreprises ayant leur siège social en Ontario dominent le secteur de la recherche et du développement.

Ces entreprises effectuent 73 % des dépenses en recherche et en développement enregistrées sur la scène nationale, selon le sondage annuel de RESEARCH Infosource Inc. auprès de 581 entreprises importantes. Les sociétés ontariennes ont consacré 9,8 milliards de dollars à la recherche et au développement au cours de l'exercice financier 2001, comparativement aux dépenses

Les entreprises à la recherche

de 13,3 milliards de dollars attribuables à l'ensemble des entreprises canadiennes.

Bien que ces dépenses semblent moins élevées qu'en l'an 2000 (une diminution apparente de 1,6 %), la baisse est imputable à la plus faible performance de l'une des principales entreprises de tête, Nortel Networks. Si l'on ne tient pas compte de Nortel, la prédominance des entreprises ontariennes est manifeste. Les dépenses de ces entreprises ont augmenté de 19,9 %. Même sans Nortel, elles représentent 58 % de l'ensemble des dépenses des entreprises en recherche (voir Tableau 1). Les investissements ontariens totalisent 4,8 milliards de dollars comparativement à 2,0 milliards de dollars pour le Québec (24 % du total), qui se classe au deuxième rang à ce chapitre.

L'indice DBRD (ou dépenses brutes en R-D) est l'indicateur traditionnel utilisé internationalement pour mesurer le ratio des dépenses. Il représente les dépenses en

Tableau 1 : Dépenses pour la recherche et le développement par région en 2001
Ensemble des entreprises – Avec ou sans Nortel

Région*	Exercice financier 2001		Différence en % 2000-2001
	Millions \$	% du total	
En incluant Nortel Networks			
Colombie-Britannique (116)	911,8	7	19,8
Prairies (88)	533,7	4	16,2
Ontario (248)	9 781,1	73	-1,6
Québec (119)	2 029,9	15	33,3
Atlantique (7)	25,1	***	58,0
Extérieur du Canada (3)**+	34,5	***	105,1
Ensemble des entreprises (581)	13 316,1	100	4,7
En excluant Nortel Networks			
Colombie-Britannique (116)	911,8	11	19,8
Prairies (88)	533,7	6	16,2
Ontario (247)	4 789,0	58	19,9
Québec (119)	2 029,9	24	33,3
Atlantique (7)	25,1	***	58,0
Extérieur du Canada (3)**+	34,5	***	105,1
Ensemble des entreprises (580)	8 324,0	100	22,9

* Emplacement du siège social

** Avertissement : petite échelle

*** Moins de 0,5 %

+ Entreprises canadiennes ayant leur siège social à l'extérieur du Canada

ontariennes donnent le ton sur la scène canadienne

recherche et développement comme un pourcentage du produit intérieur brut (PIB). Selon cet indice important, l'Ontario affiche une large avance sur les autres provinces (voir Tableau 2). Le DBRD pour les entreprises ontariennes en 2001 était de 2,2 %, soit environ deux fois la moyenne nationale (1,2 %), un résultat de loin supérieur à l'indice enregistré dans les autres provinces.

Étant donné que la contribution de Nortel aux dépenses totales de l'Ontario s'élève à 5 milliards de dollars, le DBRD régional a été calculé en faisant abstraction de cette entreprise afin d'analyser les tendances sous-jacentes. Selon l'indicateur, les résultats nationaux et régionaux pour l'Ontario sont nettement modifiés lorsque Nortel n'est pas inclus dans les calculs.

Les entreprises ontariennes sont toujours en tête selon le DBRD régional, avec des dépenses totales de 1,1 % du PIB provincial pour l'exercice financier 2001, ce qui est loin derrière les résultats de 2,2 % obtenus si on tient compte de Nortel.

La position de chef de file de l'Ontario sur la scène nationale relativement à la recherche et au développement est évidente si on considère le rendement des 100 sociétés canadiennes dépensant les sommes les plus importantes dans ce domaine. En tant que province canadienne la plus peuplée, l'Ontario abrite 58 % de toutes les entreprises d'élite en recherche et développement au Canada. Ce groupe de choix effectue à lui seul 77 % des dépenses engagées par les 100 plus importantes sociétés, un résultat bien supérieur à celui de n'importe quelle autre province.

Les entreprises de l'Ontario se classent au premier rang relativement à la mesure de l'intensité des recherches, laquelle compare les dépenses en R-D de l'entreprise à ses revenus. Les entreprises ontariennes présentent dans l'ensemble une intensité de recherche de 6,1 %, ce qui les place de loin en tête de la moyenne d'intensité de recherche de 3,9 % au Canada (voir Tableau 2). Ceci démontre que les sociétés de l'Ontario investissent des montants appréciables de leurs revenus courants pour faire face à la concurrence de demain.

Tableau 2 : Dépenses pour la recherche et le développement en pourcentage du produit intérieur brut (PIB) *, 2001
Ensemble des entreprises – Avec et sans Nortel

Région**	Dépenses pour R-D Millions \$		PIB Millions \$	Dépenses pour R-D en % du PIB	
	Avec Nortel Networks	Sans Nortel Networks		Avec Nortel Networks	Sans Nortel Networks
Canada	13 316,1	8 324,0	1 092 246	1,20	0,76
Colombie-Britannique	911,8	911,8	130 396	0,70	0,70
Prairies	533,7	533,7	218 427	0,24	0,24
Ontario	9 781,1	4 789,0	440 051	2,20	1,10
Québec	2 029,9	2 029,9	228 516	0,89	0,89
Atlantique	25,1	25,1	62 467	0,04	0,04

* Chiffres pour le PIB en provenance de Statistique Canada
** Comprend seulement les entreprises ayant leur siège social au Canada
Remarque : le total peut ne pas concorder à cause de l'arrondissement, des renseignements incomplets ou des bases trop petites pour être déclarées.

Les lecteurs doivent prendre note que RESEARCH Infosource attribue les dépenses de recherche régionales à l'emplacement du siège social de l'entreprise. Dans certains cas (par exemple, CAE, Ericsson et Nortel) la recherche et le développement de l'entreprise se font ailleurs.

L'économie canadienne et celle de l'Ontario sont en très bonne santé et bien qu'on assiste à un ralentissement dans certains secteurs, d'autres secteurs – comme l'industrie pharmaceutique, la biotechnologie, l'industrie des logiciels et des services informatiques – demeurent solides. La plupart des entreprises de l'Ontario se retrouvent dans ces secteurs.

Les résultats exceptionnels de l'Ontario en 2001 s'inscrivent dans la foulée des résultats également

impressionnants pour 2000. Même la baisse très modeste subie par l'ensemble des dépenses en recherche et en développement au cours de l'exercice financier 2002 ne sera pas suffisante pour assombrir le scénario de croissance robuste des dernières années. Les entreprises de l'Ontario sont bien placées pour profiter des investissements antérieurs et les transformer en nouveaux produits et services.

Les investissements gouvernementaux en recherche scientifique propulsent l'Ontario dans le futur

« Le savoir et les découvertes mènent à la création de nouveaux produits et services, qui favorisent à leur tour la croissance économique et la création d'emplois, explique Jim Flaherty, ministre de l'Entreprise, des Débouchés et de l'Innovation. Nous savons que notre prospérité future et notre qualité de vie dépendent de notre capacité d'innovation. Nous avons pour objectif de faire de l'Ontario l'une des régions les plus avancées d'Amérique du Nord au chapitre de la recherche et du développement. »



Les mesures qu'a prises le gouvernement en vue de la réduction des impôts, de l'amélioration de l'éducation et de la formation, de la solidification de l'infrastructure et de l'instauration d'une culture d'innovation propulsent la province vers la réalisation de cet objectif. Ces mesures s'accompagnent de divers programmes

mis sur pied afin de stimuler l'innovation scientifique et technologique en Ontario.

En 1997, le gouvernement a créé le Fonds ontarien d'encouragement à la recherche-développement (FOERD). Porté à 750 millions de dollars dans le récent budget de l'Ontario, ce fonds encourage l'excellence en recherche et sert à créer des partenariats entre les établissements de recherche et l'entreprise privée. Depuis cinq ans, il a investi 435 millions de dollars dans 103 projets d'une valeur de près de 1,5 milliard de dollars. Il appuie la recherche de pointe dans des nouveaux domaines comme la génomique et la photonique, ainsi que dans des secteurs plus traditionnels comme la science biomédicale, l'agroalimentaire et l'automobile. Ces projets d'avant-garde incitent également des chercheurs de premier plan à demeurer en Ontario et en attirent d'autres des quatre coins du monde. C'est d'ailleurs l'un des principaux objectifs de ce fonds.

« Le FOERD accroît les capacités de recherche et favorise l'innovation en finançant les chercheurs et les innovateurs, explique M. Flaherty. Il sert également de catalyseur à la création de partenariats entre les petites et grandes entreprises ontariennes et les hôpitaux et établissements d'enseignement et de recherche. Par la collaboration, l'Ontario se dote des connaissances nécessaires pour être concurrentiel à l'échelle mondiale. »

Le Fonds ontarien pour l'innovation a été créé en 1999 à titre de complément au FOERD. « Les gens innovateurs constituent notre plus précieuse ressource, affirme M. Flaherty. Ce fonds fournit aux scientifiques et aux chercheurs de l'Ontario l'infrastructure de recherche nécessaire à leurs travaux. » Ce programme d'un milliard de dollars aide à couvrir les dépenses en immobilisations liées à la recherche (notamment à l'achat du matériel, des collections et des spécimens scientifiques, des logiciels informatiques et au paiement des modifications aux locaux) des universités, des collèges, des hôpitaux et des établissements de recherche de l'Ontario. Jusqu'ici, il a octroyé 637 millions de dollars à 728 projets et est allé chercher près d'un milliard de dollars de financement auprès d'autres partenaires.

« Les chercheurs ontariens sont ingénieux, dévoués et déterminés et entreprennent des travaux très complexes et innovateurs, déclare M. Flaherty. Notre gouvernement considère leur recherche d'avant-garde comme un élément crucial de notre avenir concurrentiel. Nous croyons que nos investissements proactifs en recherche et développement sont essentiels à la croissance et à la prospérité futures de l'Ontario et à la création d'emplois. »

On peut trouver une liste des programmes du gouvernement de l'Ontario qui encouragent l'innovation sur le site Web du ministère de l'Entreprise, des Débouchés et de l'Innovation à l'adresse www.ontario-canada.com.

L'innovation est vitale pour la prospérité de l'Ontario

la recherche et au développement, à l'infrastructure de recherche et aux coûts indirects de la recherche et de la commercialisation. Environ 4 milliards de dollars de placements provenant d'établissements, d'autres ordres de gouvernement et du secteur privé se sont ajoutés à l'investissement provincial.

Le Fonds ontarien d'encouragement à la recherche-développement (FOERD) joue un rôle essentiel dans l'avancement de l'innovation.

« Le fait de soutenir nos chercheurs et d'investir dans notre infrastructure de recherche favorise la poursuite de travaux innovateurs et aide l'Ontario à attirer les meilleurs chercheurs et scientifiques du

monde et à les garder, affirme David Turnbull, ministre associé de l'Entreprise, des Débouchés et de l'Innovation. En investissant dans l'innovation, notre gouvernement assure un meilleur avenir à l'Ontario. »

Le budget de la nouvelle Stratégie de biotechnologie de la province, de l'ordre de 51 millions de dollars, comprend 20 millions pour le MaRS Discovery District du centre-ville de Toronto et 30 millions pour la création du Programme d'innovation en biotechnologie pour le développement des partenariats régionaux. Ce programme de cinq ans offrira des subventions paritaires à des partenariats dans toutes les régions de la province en vue de l'élaboration de nouvelles stratégies susceptibles de

maximiser l'investissement et la création d'emplois. La Stratégie vise à soutenir des projets en recherche et en commercialisation de plus de dix milliards de dollars en dix ans et à créer jusqu'à 75 000 nouveaux emplois à temps plein.

L'Ontario a accueilli son premier sommet international sur l'innovation le 5 novembre, dans le cadre des efforts concertés de mise en place d'une vaste plate-forme d'innovation.

« Les emplois de demain dépendent des innovations d'aujourd'hui, a déclaré M. Flaherty. Lorsque nous encourageons l'innovation, nous garantissons l'avenir, parce que l'innovation améliore la qualité de vie et stimule l'activité économique. »

L'innovation par le design

Entreprise : Gourmet Settings
Secteur : Fabrication
Emplacement : Richmond Hill
Coordonnées : www.gourmetsettings.com

Les scientifiques n'ont pas le monopole de l'innovation. Comme le démontrent de plus en plus d'entreprises ontariennes, l'innovation est rentable dans tous les secteurs.

« Par le passé, le design n'était pas toujours en vedette au programme en ce qui a trait à l'innovation, mais il est de plus en plus présent, indique Arlene Gould, directrice principale des programmes du Design Exchange de Toronto. L'Ontario compte certains des meilleurs concepteurs au monde dans tous les domaines, notamment ceux de l'architecture, du graphisme, du design industriel, de la mode et de l'aménagement intérieur. Nous avons de bonnes écoles, dit-elle, et toutes les ressources nécessaires, mais nous sommes loin de les utiliser à leur pleine mesure lorsqu'il s'agit d'innovation. »

M^{me} Gould cite Gourmet Settings à titre d'exemple de société qui a fait du design un élément clé de sa stratégie d'innovation. Cette petite entreprise de Richmond Hill a déclenché ce qu'elle appelle une « révolution de l'argenterie » en offrant à ses clients des couverts de grande qualité, bien conçus et à prix abordables.

« Elle s'est associée à Kerr & Company, un cabinet de design de Toronto, et produit maintenant des couverts vendus chez de grands détaillants (WalMart, Costco, Target) aux quatre coins du monde », explique M^{me} Gould. Elle a également collaboré avec Hahn Smith Design, une autre société de design ontarienne, pour créer un emballage qui permet au consommateur d'ouvrir la boîte et de voir le produit. Dans ce cas-ci, comme dans beaucoup d'autres, le design alimente l'innovation.



Gourmet Settings a réinventé les couverts à prix modique en recourant au design dès les premières étapes du processus de développement du produit. Comme le fait remarquer M^{me} Gould, les entreprises ontariennes peuvent exploiter d'énormes possibilités en s'associant à des concepteurs de l'étape de l'étude de marché à celle de la création de l'emballage.

Au début de 2003, le Design Exchange offrira le samedi des ateliers éducatifs afin de voir comment les PME innoveront en tirant parti du design. Le Design Exchange enrichira également son site Web à l'aide d'une section portant sur le design en affaires. Site Web : www.dx.org

Les centres d'excellence

L'innovation a besoin d'un environnement favorable afin de transformer des idées en produits et services viables. Depuis 1987, les centres d'excellence de l'Ontario offrent cet environnement en créant des partenariats uniques entre l'industrie et le milieu de la recherche.



Favorisant le passage des idées géniales du laboratoire au marché, les quatre centres d'excellence collaborent avec l'industrie et les établissements d'enseignement postsecondaire à des activités de recherche orientée, de commercialisation de technologie et d'éducation et de formation axées sur l'industrie.

En 2001 seulement, le programme des centres d'excellence a investi 70,1 millions de dollars provenant de l'État et de l'industrie et plus de 23 000 Ontariens ont profité des avantages de leur participation au réseau des centres d'excellence. Les quatre centres travaillent actuellement avec plus de 800 entreprises de pointe, 2 400 chercheurs et 1 800 employés de recherche hautement qualifiés. Par l'entremise de partenariats de recherche orientée, le programme des centres d'excellence a délivré 47 licences à des sociétés existantes et créé 19 nouvelles entreprises dérivées. L'objectif : favoriser la création d'emplois et la prospérité économique en Ontario.

« Le programme des centres d'excellence est un exemple clair de ce qu'on peut réaliser lorsque l'État, le secteur

privé et le milieu de la recherche unissent leurs forces, a déclaré Jim Flaherty, ministre de l'Entreprise, des Débouchés et de l'Innovation. Les quatre centres d'excellence sont un élément clé de la stratégie d'innovation de l'Ontario. Ils exploitent le potentiel scientifique et technologique dans des centaines d'endroits de la province. »

Chacun des quatre centres d'excellence se concentre sur un domaine de recherche précis dans lequel l'Ontario affiche un fort potentiel d'innovation.

Le **Centre de recherche en sciences de la terre et en spatologie (CRSTS)** mène des activités participantes de recherche et développement en gestion de l'environnement et des ressources ainsi qu'en spatologie.

Le CRSTS s'associe à des sociétés comme La Compagnie pétrolière Impériale et AlliedSignal Aérospatiale Canada et crée des entreprises comme SMT HydraSil et Waterloo Hydrogeologics. Parmi ses plus récents partenaires, mentionnons Botanical Alternatives Inc., qui met au point des insecticides à partir d'éléments naturels comme du poivre noir.



tirent profit de l'innovation



Communications et technologie de l'information Ontario (CTIO) sert de catalyseur afin d'accroître le rendement des industries ontariennes dans ces secteurs. Le centre CTIO gère divers programmes en créant un « réseau du savoir » qui favorise l'échange d'idées entre les universités, les collèges, les entreprises et les organismes. On recense plus de 600 chercheurs travaillant à des projets financés par le CTIO dans les universités et les collèges de l'Ontario et plus de 50 entreprises participant à des projets de recherche participative.

Le CTIO met à la disposition du florissant secteur ontarien de la technologie de l'information un nombre important d'étudiants à la maîtrise et au doctorat qui possèdent un large éventail de compétences et de connaissances dans d'importants domaines technologiques.

Matériaux et fabrication Ontario (MFO) établit le lien entre les meilleurs chercheurs de niveau postsecondaire et les besoins de l'industrie ontarienne. MFO appuie la recherche axée sur les matériaux et la fabrication, crée des partenariats et transfère des connaissances et de la technologie directement à l'industrie.

Le réseau MFO compte plus de 2 000 membres qui ont accès à divers programmes et services. Il prête actuellement son soutien à plus de 120 projets de recherche gérés par 168 chercheurs qui collaborent avec plus de 450 entreprises. À titre d'exemple d'un de ces projets, mentionnons une initiative de recherche menée par l'Université de Waterloo : avec des partenaires industriels du secteur de l'automobile, les chercheurs mettent au point un système robot qui permettra aux fabricants de produire des roues en alliage plus efficacement, tout en améliorant le milieu de travail.

Recherche en photonique Ontario (RPO) se voue à l'élargissement du savoir et à la création de nouvelles technologies en photonique, au maintien de la réserve de travailleurs hautement qualifiés à tous les niveaux, à l'amélioration des applications et de la commercialisation et à l'établissement de liens de collaboration à l'échelle régionale et internationale.

Le centre RPO appuie des programmes dans deux domaines de recherche. Le programme de photonique comprend quatre volets et celui de biophotonique, trois. Les projets sont confiés à des chercheurs affiliés à huit universités et hôpitaux d'enseignement de l'Ontario et les projets de recherche sont alimentés par l'industrie grâce à sa participation aux comités des programmes de recherche.

« Le programme des centres d'excellence de l'Ontario accorde une grande importance à la gestion des résultats des programmes de recherche qu'il parraine, a déclaré M. Flaherty. La population de l'Ontario profite des avantages directs et mesurables que procure l'investissement dans ce programme, aujourd'hui et demain. »

En novembre, la province a annoncé des projets de création de deux nouveaux centres d'excellence, l'un axé sur l'énergie de remplacement (accueilli par l'Université Queen's et l'Université de Toronto) et l'autre axé sur l'électricité (à l'Université McMaster et à l'Université de Waterloo). Cette mesure vise à faire de l'Ontario le principal siège nord-américain de la recherche et du développement en matière d'énergie propre.

Pour communiquer avec les centres d'excellence de l'Ontario, consultez leur site Web à l'adresse **www.oce-ontario.org** ou composez le 416 665-5451.

www.oce-ontario.org

MOST

vous en donne plus pour moins

Un microsatellite qui sera le plus petit télescope spatial au monde

Le tout premier télescope spatial du Canada sera lancé en orbite au début de l'an prochain, grâce à un autre partenariat créé par le Centre de recherche en sciences de la terre et en spatologie (CRSTS).

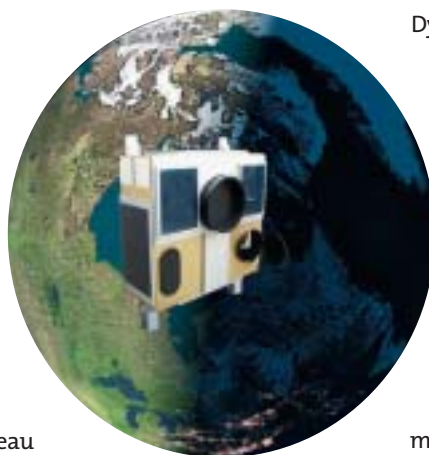
Le microsatellite MOST (Microvariabilité et oscillations stellaires) servira à mesurer l'âge des étoiles de notre galaxie. D'un poids de 50 kilogrammes, il sera de la taille d'une valise et son ouverture ne sera pas plus grosse qu'un moule à tarte.

Ce télescope spatial, le plus petit au monde, représente un débouché important pour l'industrie spatiale canadienne. Le CRSTS, l'un des centres d'excellence de l'Ontario, a joué un rôle clé en réunissant les partenaires nécessaires au sein du gouvernement, du milieu de la recherche scientifique et de l'industrie afin de lancer, au sens propre, ce projet inhabituel.

« Il s'agit d'un degré d'innovation qui exige la participation de joueurs clés et la création de partenariats stratégiques, et c'est exactement ce qui s'est produit », explique Stephen Moran, président du CRSTS.

La société Dynacon Enterprises Limited de Mississauga, membre depuis longtemps du réseau du CRSTS, est le maître d'œuvre du projet chargé de la conception des systèmes ainsi que des sous-systèmes d'alimentation. Les autres partenaires sont l'Université de Colombie-Britannique, qui dirige la mission scientifique (en s'occupant notamment de la charge utile du télescope) et le laboratoire de spatologie de l'institut d'études aérospatiales de l'Université de Toronto, qui s'occupe de tous les autres systèmes installés dans le satellite et au sol.

Le projet MOST reçoit l'appui d'un certain nombre d'organismes, y compris de l'Agence spatiale canadienne et, par l'intermédiaire du CRSTS, du gouvernement de l'Ontario. Toutefois, « sans la participation du CRSTS, le projet ne se serait jamais réalisé », affirme Glen B. Sincarsin, chef de l'exploitation de



Dynacon, au sujet du rôle du CRSTS dans la promotion des partenariats et des alliances conclus entre le monde universitaire, le gouvernement et l'industrie. « À l'époque, aucun organisme seul ne disposait des sommes nécessaires pour construire un microsatellite au Canada.

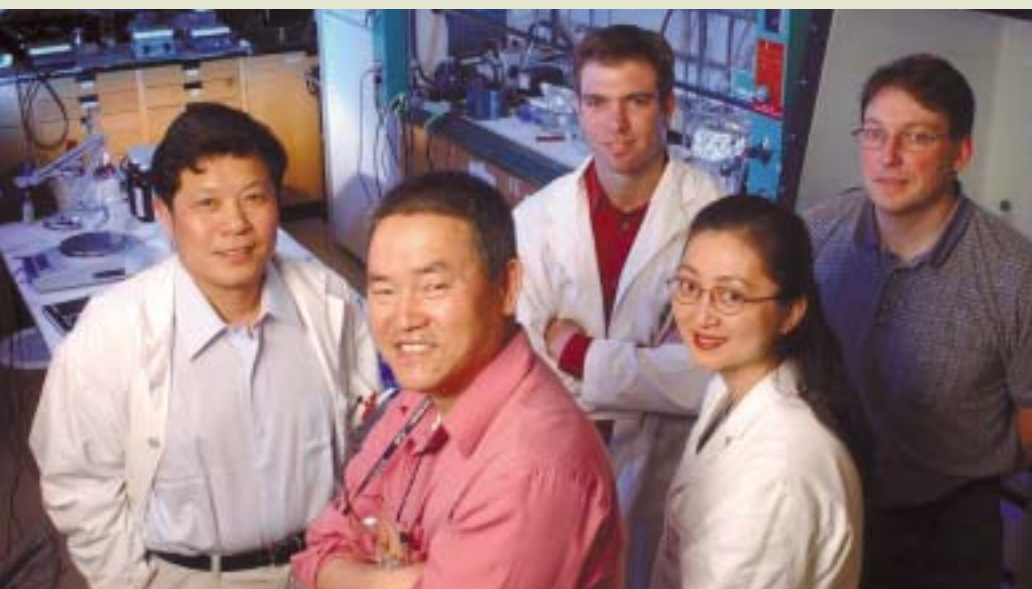
Le CRSTS a joué un rôle de premier plan dans la mise sur pied de l'équipe voulue. »

Le MOST est un projet peu coûteux comparativement à d'autres initiatives de lancement de satellites; son coût se situe entre deux et vingt pour cent de celui des autres satellites canadiens. Des coûts moindres, selon Robert E. Zee, directeur du laboratoire de spatologie, permettent des vols plus fréquents, « ce qui veut dire nous pourrions effectuer plus de vols expérimentaux et demeurer à l'avant-garde de la recherche spatiale ».

Le MOST sera lancé au début de l'an prochain de Plesetsk, en Russie, à partir d'un missile balistique intercontinental modifié.

Investissement + innovation = technologie de pointe

C'est en 1992 que le gouvernement de l'Ontario a commencé à croire dans les travaux de Paul Santerre et à y investir des fonds publics. Le jeune chercheur avait des idées fascinantes sur des technologies modificatrices qui pourraient grandement minimiser la coagulation sanguine. Il voyait notamment comme applications directes le contrôle de l'administration des médicaments et une meilleure régénération des tissus.



Ces idées ont donné naissance à trois nouvelles technologies (et trois nouvelles applications exclusives). En termes simples, il s'agit de produits modifiés qui favorisent la compatibilité entre le sang et les tissus. Sur un plan plus technique, on les désigne comme « une amélioration de la surface des biomatériaux », qui entraîne « un accroissement de la stabilité des polymères et une réduction de l'encrassement causé par des protéines et des matières organiques ».

Matériaux et fabrication Ontario (MFO) a d'abord accordé un financement de 600 000 \$ à M. Santerre en 1992; depuis, il a fourni plus de 1,1 million de dollars en vue de financer ses recherches qui s'avèrent très prometteuses.

Titulaire d'un doctorat, M. Santerre est président et conseiller scientifique en chef d'Interface Biologics, une entreprise dérivée de MFO qui a réuni les trois technologies en 2001.

« Nous sommes une petite entreprise naissante dotée de trois fantastiques plateformes technologiques et bénéficiant d'un financement de démarrage, qui espère attirer d'autres investissements en 2003 », explique M. Santerre, également professeur en études des biomatériaux à l'Université de Toronto.

MFO est un centre d'excellence de l'Ontario créé par la province pour promouvoir les partenariats de recherche commerciale entre les universités et l'industrie. Les centres d'excellence sont financés par le ministère de l'Entreprise, des Débouchés et de l'Innovation grâce à un investissement

de deux milliards de dollars du gouvernement dans l'économie ontarienne du savoir. Cet investissement vise à accroître la compétitivité de l'Ontario en favorisant l'innovation en science et en technologie.

L'une des trois technologies de base avec lesquelles travaille M. Santerre est un nouveau matériau fait de macromolécules modificatrices de surface (MMS), qui sont des matières tribloc de faible poids moléculaire. On les utilise, notamment, dans les cathéters intraveineux afin de minimiser la coagulation.

Après avoir reçu d'autres fonds du MFO en 1997, l'équipe de M. Santerre a voulu mettre au point une seconde génération de ces « additifs de surface ». Tirant avantage des tendances migratoires superficielles des matériaux originaux, ces matériaux de deuxième génération, appelés « modificateurs de surface fluorés bioactifs », vont déposer des agents bioactifs à la surface des appareils médicaux et des outils de diagnostic. Ce financement a permis la création d'une nouvelle technologie brevetée dérivée.

Interface Biologics, récemment choisie parmi les 10 entreprises bioscientifiques les plus prometteuses au Canada par le Conseil bioscientifique d'Ottawa, s'est également dotée d'une troisième technologie. Celle-ci consiste en des polymères pharmacologiquement actifs qui réagissent à l'inflammation et libèrent des antibiotiques pour lutter contre l'infection. Les médicaments sont libérés localement plutôt que dans l'ensemble de l'organisme, ce qui devrait réduire la résistance potentielle des bactéries aux antibiotiques. Cette innovation devrait s'avérer particulièrement importante dans les cas de dispositifs présentant un fort taux d'infection, comme les appareils de dialyse rénale et les cathéters urinaires.

Ces technologies de pointe se révéleront plus qu'avantageuses à la fois pour les patients et les professionnels de la médecine du monde entier. Autre avantage important, M. Santerre a formé quelque 15 spécialistes en technologie biomédicale.



Jim Balsillie,
Président
du conseil
et cochef
de direction
de Research
in Motion

Research In Motion (RIM) est une belle réussite ontarienne. Fondée en 1984, l'entreprise a créé le célèbre dispositif BlackBerry, une plate-forme de communication sans fil de pointe qui permet aux utilisateurs d'accéder aux renseignements de leur société et de communiquer par courriel même au cours de leurs déplacements. RIM est un chef de file du marché des communications mobiles. Des milliers d'organismes des quatre coins du monde utilisent sa gamme de produits primés, ses services et sa technologie intégrée. Jim Balsillie, cochef de direction et président du conseil d'administration de Research In Motion, attribue la force de l'entreprise à l'accent qu'elle met sur l'innovation.

« Nos débouchés, notre marché et notre stratégie reposent sur l'innovation, qui est au cœur de nos plans d'action et de notre succès, affirme M. Balsillie. Notre entreprise se définit grâce à son avantage concurrentiel. L'innovation crée cet avantage. »

RIM emploie plus de 600 ingénieurs (sur un effectif total de plus de 2 000 personnes) et prévoit investir quelque 50 millions de dollars en recherche et développement au cours du présent exercice. Une toute nouvelle installation de recherche et développement située au siège social de Waterloo facilite la mise au point de nouveaux produits et contribue à accélérer la mise en marché.

« Nos produits évoluent et s'adaptent constamment, explique M. Balsillie. Nous voulons toujours nous trouver au bon endroit, au bon moment, avec le bon produit. » Tout récemment, RIM a lancé le BlackBerry 6710 Wireless Handheld, un assistant personnel, qui offre une plus grande souplesse pour passer et recevoir des appels, ainsi qu'un accès sans faille à Internet, au courriel, à un calendrier et aux coordonnées en mémoire. Les voyageurs internationaux

quand l'innovation est au cœur du succès

peuvent utiliser le même assistant numérique en Amérique du Nord, en Europe et en Asie.

M. Balsillie croit que l'innovation et la connaissance constituent les bases de la prospérité mondiale et de la qualité de vie. Plus tôt cette année, grâce à un apport personnel de 30 millions de dollars, il a fondé le Centre for International Governance Innovation à Waterloo. Ce centre indépendant de recherche thématique incitera certains des plus grands esprits du monde à s'intéresser à l'économie mondiale.

« Le centre examinera des points comme la structure, les priorités et les politiques du Fonds monétaire international ou de la Banque mondiale, l'absence de règles régissant la faillite des pays ou les questions relatives à la stabilité et à la sécurité, indique M. Balsillie. Il permettra de mieux comprendre les changements politiques et économiques mondiaux et de découvrir la meilleure façon de les gérer. »

Mike Lazaridis, président et cochef de direction de RIM, a fait preuve d'autant de vision et de leadership lorsqu'il a fondé le Perimeter Institute for Theoretical Physics. Lancé officiellement en l'an 2000 grâce à un don de 100 millions de dollars de M. Lazaridis et aux sommes de 10 millions fournies par M. Balsillie et Doug Fregin, cadre supérieur de RIM, l'institut de Waterloo se consacre à la physique fondamentale. Le gouvernement de l'Ontario appuie les travaux de l'institut par l'entremise du Fonds ontarien d'encouragement à la recherche-développement et du Fonds ontarien pour l'innovation.

« Les entreprises, les particuliers, les pédagogues et le gouvernement ont tous un rôle à jouer dans les progrès de la connaissance », soutient M. Balsillie.

Research In Motion demeurera au centre de ce tourbillon de recherche et d'innovation. Quand on lui parle de l'avenir, M. Balsillie voit simplement RIM devenir « plus grande, plus prospère et plus utile que jamais. »

Pour obtenir de plus amples renseignements, consultez les sites www.rim.com, www.internationalgovernance.ca et www.perimeterinstitute.ca.



Research In Motion :



Alfred Jay
Président, Ramius Corporation

Ramius Corporation

propose une nouvelle façon de communiquer

Nom : Ramius Corporation
Secteur : Mise au point d'applications logicielles Web
Emplacement : Ottawa
Site Web : www.communityzero.com

Les membres d'une famille élargie veulent se réunir sur Internet. Les membres d'une association ont besoin d'un forum pour discuter de questions importantes en temps opportun. Ni l'un ni l'autre de ces groupes n'a les moyens de se doter d'un intranet coûteux. La solution : **www.communityzero.com**.

Fondée en janvier 1998, Ramius Corporation est une société d'Ottawa qui conçoit des applications Web permettant de créer des communautés virtuelles. Elle met au point toute sa technologie à l'interne et CommunityZero est son logiciel caractéristique.

« À l'origine, l'application a été conçue pour les communautés virtuelles de cybercommerçants. Elle permettait aux clients de faire part de leur expérience aux autres », explique le président Alfred Jay. Mais au fil de l'évolution du produit, son concept est devenu plus « communautaire ». On

compte actuellement 65 000 groupes d'utilisateurs différents, ou communautés, pour un total de 850 000 utilisateurs.

Ce service fonctionne à peu près comme un intranet. CommunityZero permet aux internautes de créer une zone privée et sécuritaire sur Internet et d'y réunir un groupe de personnes. Ce groupe (ce peut être les membres d'une association, les employés d'un organisme, un groupe de travail ou une famille) peut ensuite échanger des connaissances et des renseignements en direct dans un environnement sécurisé.

« Elle [l'application] permet aux gens qui ne possèdent aucune connaissance technique ni aucun matériel serveur de créer des zones privées sur Internet », explique M. Jay.

Fait remarquable, l'entreprise a investi moins de 10 000 \$ en publicité depuis le lancement de CommunityZero et mise plutôt sur la mercatique virale, un phénomène qui incite les gens à retransmettre un message commercial. (Zero est une allusion à la nature « virale » du procédé de mercatique.) Elle attire ainsi chaque mois plus de 90 000 nouveaux utilisateurs à l'échelle mondiale.

Les autres produits de l'entreprise sont commercialisés sous la marque CommunityZero.

Les organismes qui utilisent le logiciel peuvent en tirer des avantages considérables, notamment une amélioration des communications, de la gestion des connaissances et des interactions. Ils peuvent également réaliser d'importantes économies. Il leur faudrait investir une somme d'au moins six chiffres pour obtenir des résultats comparables en développant des outils à l'interne. Ramius met au point toute sa technologie à l'interne et compte 12 employés.

En l'an 2000, Ramius s'est classée parmi les 50 meilleurs concepteurs et fournisseurs de services Internet au Canada d'après Branham250. En 2001, *Internet World Canada* a décerné son prix *Impact* à Ramius qui a le mérite d'« avoir changé la façon dont les gens communiquent ».

M. Jay reconnaît que le marché fut difficile à percer, mais, ajoute-t-il, « nous nous sommes toujours attachés à offrir des produits et des services de valeur aux utilisateurs et notre succès en témoigne ».

Oakville

Les possibilités d'affaires foisonnent dans les municipalités de l'Ontario



Le port d'Oakville

Oakville est un endroit pittoresque, situé en bordure du lac Ontario. Plus de 260 sociétés nationales et internationales y ont leur siège social et plus de 4 000 entreprises et 146 000 habitants y sont établis.

« **O**akville offre d'excellentes possibilités d'épanouissement personnel et professionnel. Nous avons un milieu d'affaires diversifié, de merveilleux aménagements et équipements récréatifs, artistiques et de divertissement, ainsi qu'une excellente qualité de vie », affirme Elaine Scrivener, chef de direction par intérim de l'alliance de développement économique d'Oakville (OEDA).

Fondée en 1827, Oakville est devenu un port d'embarquement et un poste de douane prospère jusqu'au début du XX^e siècle. La ville est fière de son patrimoine et préserve activement son passé historique.

Aujourd'hui, M^{me} Scrivener considère l'emplacement d'Oakville comme l'un des principaux facteurs de son succès. Oakville profite d'un accès rapide aux grandes routes, au transport ferroviaire et aux ports d'embarquement. Elle est située à 30 minutes de route de deux

aéroports internationaux (Toronto et Hamilton). Toronto se trouve à 30 km et la frontière américaine à une heure de route à peine.

Depuis 1999, l'OEDA, une société à but non lucratif mise sur pied pour aider la ville à atteindre ses objectifs économiques, est le fer de lance du développement économique d'Oakville. « Il s'agit d'une façon très entrepreneuriale de favoriser la création d'emplois et la croissance et d'attirer des entreprises et des visiteurs à Oakville », soutient M^{me} Scrivener.

L'OEDA possède un site Web très complet, comprenant un système d'information géographique (SIG) qui offre aux entreprises et aux promoteurs les renseignements les plus à jour qui soient sur l'immobilier. Elle assure également la promotion d'Oakville au moyen de publications et d'activités spéciales, dont des salons pour les professionnels de l'industrie et du tourisme.

Des entreprises issues de secteurs aussi diversifiés que ceux des plastiques, des produits pharmaceutiques, de la biotechnologie et de l'aérospatiale se sont toutes établies au sein de la collectivité. Elles sont, en partie, attirées par une main-d'œuvre locale hautement qualifiée. On estime que 65 % de la population active d'Oakville détient un diplôme postsecondaire. La société Ford du Canada Limitée, qui demeure le principal employeur de la ville (comptant 5 200 employés), célébrera l'an prochain le 50^e anniversaire du montage de la première voiture à l'usine d'Oakville. La présence de Ford a également contribué à la prospérité de l'industrie régionale des pièces d'automobiles. Actuellement, plus de 600 000 mètres carrés d'espace industriel et de 450 000 mètres carrés de locaux à bureaux sont disponibles dans toute la ville. Les tarifs de location des immeubles sont concurrentiels si on les compare à ceux des autres villes de banlieue et les impôts fonciers sont jusqu'à 50 % inférieurs à ceux des autres municipalités.

« Nous nous employons actuellement à élargir notre secteur des entreprises axées sur le savoir, et avons un certain nombre de projets en cours, explique Norm Lingard, agent du développement de l'investissement et de la clientèle de l'OEDA. Par exemple, nous collaborons avec le Collège Sheridan à la mise sur pied d'un centre de transfert de la technologie. » Ce nouveau centre sera un incubateur d'entreprises visant le développement d'idées entrepreneuriales et la création de sociétés dérivées.

La ville d'Oakville propose des possibilités de croissance et de développement, une excellente qualité de vie, des industries axées sur le savoir et bien plus encore. C'est un endroit idéal pour réussir en affaires.

Consultez le site www.oeda.oakville.on.ca ou composez sans frais le 1 877 OAKVILL (625-8455).

suscite un intérêt mondial

Un congrès international sur la réforme réglementaire tenu par la Commission de réduction des formalités administratives de l'Ontario et l'Institut d'administration publique du Canada a attiré près de 300 participants venus des quatre coins du continent et d'une quinzaine de pays.



Steve Gilchrist –
député de Scarborough-Est,
coprésident, Commission de
réduction des formalités
administratives

On a demandé aux participants de faire part de leurs idées et de leurs pratiques exemplaires en matière d'excellence réglementaire à l'occasion du congrès, qui a eu lieu à Toronto du 25 au 27 septembre.

Divers participants, dont le Bureau d'assurance du Canada, l'Association minière du Canada, Accenture, Certified General Accountants of Ontario, Union Gas, Dow Chemical, Parmalat, l'Association canadienne des conseillers en assurance et en finance et Dupont, ont fait entendre les opinions de l'industrie et du secteur privé sur la « réglementation intelligente ».

Le congrès mettait en vedette plus de 50 conférenciers provenant d'organismes comme la Harvard School of Public Management, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le bureau de la gestion et du budget de la Maison-Blanche des États-Unis, ainsi que la commission fédérale d'amélioration de la réglementation du Mexique.

La participation de Malcolm Sparrow, professeur à Harvard et spécialiste de renommée internationale en matière d'amélioration de la réglementation, a contribué à attirer d'éminents spécialistes comme le ministre du Commerce de la Nouvelle-Zélande, le

ministre d'État à la Déréglementation de la Colombie-Britannique et le secrétaire de l'Intérieur de la Floride.

« L'Ontario est reconnu comme un pionnier de la quête d'excellence dans l'élaboration de nouvelles lois visant à réduire les formalités administratives », a déclaré Steve Gilchrist, député provincial et coprésident du congrès et de la Commission de réduction des formalités administratives.

Rolf Alter, chef de la division de la réforme réglementaire de l'OCDE, partage ce point de vue. Selon lui, « il ne fait aucun doute que les gouvernements qui réduisent les formalités administratives instaurent un climat plus favorable aux affaires, favorisent l'investissement et, en bout de ligne, créent des emplois ».

Le congrès a offert aux délégués la possibilité d'entendre les opinions des représentants de petites entreprises et de grandes sociétés.

Par exemple, Tom Charette, représentant de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, a souligné les répercussions des décisions réglementaires sur les petites entreprises. « Contrairement aux grandes sociétés, les petites entreprises, principales créatrices d'emplois, supportent mal le lourd fardeau des chevauchements de compétence. »

Les présentateurs du congrès ont bien cerné les défis cruciaux que représentent la réduction des formalités administratives jumelée à la réalisation d'autres objectifs importants comme la sécurité, la protection de la santé et de l'environnement, ainsi que l'augmentation de la sécurité, de la compétitivité et de la capacité d'innovation.

Veuillez consulter le site Web de la Commission à l'adresse : www.redtape.gov.on.ca

suite de la page 16

Entretien avec un innovateur

Toronto nous rappelle constamment à quel point il est important de regrouper les représentants des secteurs commercial, financier et universitaire en grappes afin qu'ils puissent se nourrir des idées et des expériences des autres. Les grappes de parcs de recherche présentent de nombreux avantages.

CAO : *Le Medical and Related Sciences (MaRS) Discovery District de Toronto n'en est-il pas un bon exemple?*

D' Evans : Tout à fait. Le MaRS est très engagé dans la création de débouchés productifs en Ontario et au Canada en développant les avantages d'une grappe qui regroupe des capacités d'investissement, du capital de risque, des sociétés bien établies, de jeunes entreprises ainsi que des services pertinents de soutien professionnel et scientifique. En constituant des réseaux entre différents groupes, nous accroissons considérablement nos chances de réussite en matière de commercialisation des innovations.

Entretien avec un innovateur

Le docteur John Evans est l'un des innovateurs les plus renommés de l'Ontario (et du Canada). Au cours de sa carrière diversifiée, il s'est notamment consacré à l'enseignement médical, à l'administration scolaire et aux affaires tout en apportant son concours à des organismes de bienfaisance. Il exerce actuellement les fonctions de président du conseil d'administration de la Fondation canadienne pour l'innovation, de président du conseil du Medical and Related Sciences (MaRS) Discovery District de Toronto, de vice-président du conseil de NPS Allelix Corporation, de président du conseil de Torstar Corporation et d'administrateur de plusieurs sociétés et établissements canadiens. Il est déterminé à favoriser la croissance des entreprises canadiennes et à partager des connaissances avec les pays en développement.

CAHIER DES AFFAIRES DE L'ONTARIO :

« Innovation » est le mot à la mode dans le monde des affaires au XXI^e siècle. Quelle en est votre définition?

D^r John Evans : C'est bien plus qu'un mot à la mode. Notre économie est axée sur le savoir. Elle a besoin de gens créateurs dotés de pouvoirs de synthèse et de talents vitaux pour stimuler l'innovation. Je définirais l'innovation dans ce contexte comme la création et l'application de nouvelles idées à des fins utiles.

CAO : *Comment pouvons-nous créer une culture d'innovation? N'est-ce pas quelque chose qui se produit spontanément?*

D^r Evans : L'innovation a besoin d'un environnement favorable et il existe déjà dans nos universités et nos instituts de technologie. La recherche universitaire est l'un des premiers moteurs de l'innovation. On trouve bon nombre d'exemples dans les domaines de l'informatique, des télécommunications et d'Internet. Toutefois, la nouvelle frontière scientifique la plus prometteuse est celle de la biologie et des sciences de la vie. Le décodage de l'information génétique a grandement accéléré la recherche dans de nombreux domaines. Les nouvelles techniques d'imagerie ont considérablement accru notre compréhension des processus fondamentaux d'apprentissage comme

ceux de la mémoire et du comportement. Ensemble, ces nouvelles technologies nous aideront également à concevoir de nouveaux moyens de diagnostiquer, de traiter et même de prévenir les maladies.

CAO : *Donc, la plupart des innovations concerneront le domaine des sciences de la vie?*

D^r Evans : Pas nécessairement. Les connaissances fondamentales en biologie ont connu une croissance explosive, qui ne se serait pas produite sans des innovations technologiques dans des domaines comme la robotique, le calcul informatique et la bioinformatique. Ces innovations sont en outre réalisées dans plusieurs disciplines différentes, notamment la physique, la chimie, les mathématiques, le génie et l'informatique, qui toutes interagissent avec les sciences biologiques. Il s'agit d'un processus créatif et interdisciplinaire.

CAO : *Quel est le rôle de notre système d'enseignement supérieur dans la création d'innovations et la formation d'innovateurs futurs? Devrait-on mettre davantage l'accent sur la science et les techniques d'enquête?*

D^r Evans : Le défi qui attend les établissements d'enseignement supérieur est de continuer d'attirer les meilleurs cerveaux et de leur fournir les ressources et l'environnement qui les aident à donner



D^r John Evans

toute leur mesure. Compte tenu de l'accent mis sur l'économie axée sur le savoir, ils disposent d'un potentiel unique pour accroître l'activité économique en découvrant de nouvelles sources de richesse. L'Amérique du Nord, l'Europe et le Japon regorgent d'énormes possibilités et en les exploitant, nous pouvons également aider les populations du Tiers-Monde.

CAO : *Comment pouvons-nous faire en sorte que cela se produise?*

D^r Evans : Bien entendu, les ressources financières sont essentielles pour attirer des gens doués et les inciter à rester. Le gouvernement fédéral a lancé plusieurs programmes depuis quelques années et l'Ontario appuie beaucoup plus qu'avant la recherche scientifique. Mais le gouvernement ne peut pas tout faire. Roger Martin (doyen de l'école Rotman) de l'Université de

suite à la page 15

CAO l'Ontario

Ministère de l'Entreprise, des Débouchés et de l'Innovation
Direction des communications et des relations publiques
Édifice Hearst, 8^e étage
900, rue Bay
Toronto ON CANADA M7A 2E1

Téléphone : 416 325-6666 • Télécopieur : 416 325-6688

Ministre : L'honorable Jim Flaherty
Ministre associé : David Turnbull
Adjoint parlementaire : D^r Doug Galt
Sous-ministre : Barbara Miller
Adjoint parlementaire : Al McDonald

Directeur de la rédaction : Robert D. Mikel
Ad. élec. : ontariobusiness.program@eoi.gov.on.ca

On peut consulter la version électronique du *Cahier des affaires de l'Ontario* à l'adresse suivante : www.ontario-canada.com.

Ce bulletin est axé sur les affaires en Ontario et vise à dégager les tendances, les possibilités, les défis et les questions qui influent sur le climat économique de la province. Les renseignements qu'il contient proviennent de ministères et d'organismes gouvernementaux et de diverses sources du secteur public jugées fiables. Tous les efforts ont été faits afin d'assurer l'actualité et l'exactitude des renseignements publiés.

The English version of the *Cahier des affaires de l'Ontario* is available under the title *Ontario Business Report*.

Nous vous invitons à nous communiquer vos commentaires et projets de collaboration, par la poste ou par télécopieur.